

Appel à projets

Programme ESMS numérique

Phase de généralisation – 2025

En application du programme ESMS numérique porté par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) et la Délégation ministérielle au Numérique en Santé (DNS).

Sommaire

1	LE CONTEXTE ET LES ENJEUX DU SEGUR DU NUMERIQUE POUR LE SECTEUR MEDICO-SOCIAL ET SOCIAL	3
1.1	POURQUOI UN COULOIR SPECIFIQUE SUR LE NUMERIQUE DANS LE SECTEUR MEDICO-SOCIAL ET SOCIAL ?	3
1.2	PRESENTATION DU SEGUR DU NUMERIQUE POUR LE SECTEUR MEDICO-SOCIAL ET SOCIAL	3
1.3	LES FINALITES DU SEGUR DU NUMERIQUE POUR LE SECTEUR MEDICO-SOCIAL ET SOCIAL	3
2	LES LEVIERS FINANCIERS DU SEGUR DU NUMERIQUE POUR LE SECTEUR MEDICO-SOCIAL ET SOCIAL	4
2.1	LE « FINANCEMENT ESMS NUMERIQUE »	4
3	L'APPEL A PROJET ESMS NUMERIQUE 2025	6
3.1	ESSMS ELIGIBLES AU FINANCEMENT ESMS NUMERIQUE DANS LE CADRE DE LA PHASE DE GENERALISATION	6
3.2	CONDITIONS D'ACCES AU FINANCEMENT	6
A.	<i>Non redondance des financements</i>	6
B.	<i>ESSMS rattachés à une entité nationale</i>	6
C.	<i>Conformité de la solution DUI aux exigences nationales</i>	7
D.	<i>Nombre minimum d'ESSMS pour un projet et regroupements (dits « grappes »)</i>	7
E.	<i>Sensibilisation aux mesures de cybersécurité</i>	8
3.3	MODALITES DE FINANCEMENT	8
3.3.1	<i>Modulation du montant des aides</i>	9
3.3.2	<i>Montant des aides</i>	9
1)	<i>Financement pour le développement des usages</i>	9
2)	<i>Financement pour l'équipement logiciel</i>	9
3)	<i>Financements spécifiques pour les petits organismes gestionnaires</i>	9
3.4	VERSEMENT DES AIDES	9
3.4.1	<i>Rythme de versement des aides</i>	10
3.4.2	<i>Conditions de versement des aides</i>	10
4	CIBLES D'UTILISATION	10
A.	CIBLES D'USAGE POUR LES SERVICES SOCLES	10
B.	CIBLES D'USAGE POUR LE DUI	11
1)	<i>Définitions</i>	11
2)	<i>Mode de calcul</i>	11
C.	AUTRES CIBLES D'USAGE	11
5	STRATEGIE REGIONALE POUR LES ETABLISSEMENTS ET SERVICES MEDICO-SOCIAUX	12
6	PRIORISATION REGIONALE DES PROJETS	13

7	GUICHET DE DEPOT DES PROJETS.....	15
8	CALENDRIER DE L'APPEL A PROJETS ESMS NUMERIQUE 2023.....	16
9	COMMENT POSER SA CANDIDATURE ?	17
10	CONTACTS.....	17
11	RESSOURCES	17
12	ANNEXES.....	18

1 Le contexte et les enjeux du Ségur du numérique pour le secteur médico-social et social

Le présent appel à projets vient préciser certains éléments de l'instruction DNS/DGCS/CNSA/2025/40 du 16 avril 2025 relative à la mise en oeuvre de la phase de généralisation du programme « ESMS numérique ». Cette instruction constitue le cadre réglementaire pour la mise en œuvre du programme ESMS numérique, incluant le présent appel à projets.

L'appel à projets « ESMS numérique », en tant que programme du Ségur Numérique, est financé par l'Union Européenne au travers de la « Facilité pour la reprise et la résilience » (FRR).

L'année 2025 est la dernière année d'engagement des crédits Ségur au titre du programme « ESMS numérique ».

1.1 Pourquoi un couloir spécifique sur le numérique dans le secteur médico-social et social ?

Le numérique constitue un levier structurant afin d'accompagner les transformations de l'offre des Etablissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux (ESSMS) ; il implique notamment le développement d'échanges et de partage d'informations entre acteurs du sanitaire, du médico-social, du social, de la scolarité, de l'insertion professionnelle ou sociale et de l'aide aux usagers et aux aidants.

Le constat global actuel est celui d'un très grand retard dans l'usage des outils numériques par les ESSMS, avec des insuffisances dans les équipements et infrastructures, des fonctions métiers qui sont encore peu développées dans beaucoup d'établissements, des fragilités en matière de cyber sécurité et de respect des dispositions du RGPD. La crise liée à la Covid 19 a mis en exergue des conséquences de ce retard de déploiement du numérique dans le médico-social et leurs impacts possibles sur la qualité et la continuité de l'accompagnement des personnes vulnérables.

1.2 Présentation du Ségur du numérique pour le secteur médico-social et social

Le Ségur de la Santé, dans son volet numérique, offre une opportunité historique pour accélérer l'intégration du numérique dans les pratiques des ESSMS. Afin d'accompagner et de synchroniser l'effort des maîtrises d'ouvrage des ESSMS et celui des éditeurs de logiciels, le Ségur numérique a mis en place un dispositif de financement ouvert aux éditeurs, dit Système ouvert non sélectif (SONS), financement assorti d'exigences de conformité à un référentiel national, dit « Référencement Ségur », complémentaire au financement ESMS numérique, et ne fait pas partie de cet appel à projets.

Dans sa déclinaison au secteur social et médico-social, il permet de mobiliser 600 M€ de 2021 à 2025. Ce volume financier permet d'étendre de façon majeure les ambitions définies initialement dans le cadre du programme ESMS numérique. Les finalités du Ségur du Numérique pour le secteur médico-social et social

La finalité du Ségur du Numérique pour le secteur médico-social et social est de faciliter la transformation des secteurs. Il s'agit en particulier de :

- faciliter **la coordination des professionnels** et l'échange d'informations entre les différents acteurs (internes et externes à l'ESSMS) impliqués dans l'accompagnement des personnes ;
- **améliorer l'accompagnement des personnes** ;

- pour les personnes accompagnées, **améliorer l'accès à l'information** les concernant et favoriser ainsi leur participation à leur **parcours de santé, leur parcours de soins et leur parcours de vie**¹ ;
- améliorer **la connaissance des besoins des personnes accompagnées** ;
- améliorer **le pilotage des transformations** du secteur et l'**efficience** dans le fonctionnement des ESSMS

Pour répondre à cette finalité, le Ségur du Numérique pour le secteur médico-social et social a pour objectif de généraliser le numérique dans le secteur, en :

- généralisant l'**utilisation effective** dans les ESSMS **d'un dossier de l'utilisateur informatisé (DUI) et interopérable**, conforme aux exigences du numérique en santé dans l'ensemble des ESSMS, dans le respect des principes éthiques,
- structurant l'**offre des éditeurs** et en favorisant l'**innovation**,
- accompagnant la montée en compétence de l'ensemble des acteurs.

2 Les leviers financiers du Ségur du numérique pour le secteur médico-social et social

2.1 Le « financement ESMS numérique »

Le « financement ESMS Numérique » a pour principal objectif de permettre aux maîtrises d'ouvrage des ESSMS de développer et généraliser l'utilisation du numérique dans le secteur au travers du déploiement d'un DUI interopérable et de son utilisation effective.

Le principe général du financement ESMS numérique repose sur le critère général suivant :

- S'équiper d'un logiciel DUI conforme aux exigences nationales, c'est-à-dire conforme au Dossier de Spécification de Référencement Ségur vague 1 du domaine concerné, tel que publié sur le site de l'ANS 2.

A. Les établissements et services relevant de la Protection Juridique des Majeurs (PJM)

Les logiciels de Dossier de l'Usager Informatisé du champ de la PJM ne sont pas concernés par le référencement Ségur. De ce fait, les porteurs de projet n'ont pas d'obligation stricte d'atteinte des cibles d'usage pour la Messagerie Sécurisée Santé et le Dossier Médical Partagé / Mon Espace Santé.

B. Les établissements et services d'Accueil, Hébergement, Insertion (AHI)

La solution retenue par le porteur devra être candidate au référencement Ségur au plus tard à la date de la signature de la convention entre l'ARS et le porteur.

C. Critères d'éligibilité pour les ESSMS ayant signé un bon de commande SONS

Les ESSMS ayant bénéficié ou bénéficiant d'une prestation Ségur dans le cadre du Système Ouvert et Non Sélectif (SONS) sont éligibles à un financement complémentaire à l'usage dans le cadre du programme « ESMS numérique » pour le même logiciel que celui concerné par le bon de commande SONS.

¹ <https://solidarites-sante.gouv.fr/systeme-de-sante-et-medico-social/parcours-des-patients-et-des-usagers/article/parcours-de-sante-de-soins-et-de-vie>

² Agence du numérique en santé (ANS) : <https://esante.gouv.fr/segur/medico-social#20017>

À partir de la date de validation (date de dépôt de la vérification d'aptitude au guichet de l'Agence de services de paiements - ASP) de la prestation Ségur et au plus tard le 17 avril 2025, les ESSMS ayant signé un bon de commande SONS ne pourront plus annuler ce bon de commande pour solliciter un financement ESMS numérique de type acquisition.

D. Cibles d'usage

Pour tous les ESSMS, en dehors de ceux relevant de la PJM, les cibles d'usage sont inchangées. Pour tenir compte des caractéristiques propres à certaines activités ou situations, un aménagement des modalités de calcul de tout ou partie des cibles d'usage est possible dans les conditions décrites ci-après.

Cet aménagement consiste en la diminution du dénominateur de l'indicateur concerné du nombre de personnes ne pouvant pas bénéficier du service numérique en question. À titre d'exemple, le nombre de personnes accompagnées sous statut d'anonymat dans le champ des personnes en difficultés spécifiques est retranché du dénominateur de l'indicateur « Taux d'utilisation du DMP ».

La liste des activités ou situation ouvrant droit à un aménagement des modalités de calcul d'une cible d'usage est documentée dans les règles de gestion du programme « ESMS numérique » via une annexe du guide de pilotage opérationnel à destination des ARS et des GRADeS.

Cette liste étant évolutive, la procédure d'inscription des activités ou situations concernées est encadrée par la présente instruction comme suit :

- une ou plusieurs ARS saisissent la CNSA à propos d'une activité ou d'une situation clairement définies, documentées et argumentées,
- la CNSA instruit la demande en faisant appel, si besoin, à une expertise métier,
- la DNS et la CNSA prennent une décision commune et informent les ARS qui sont chargées de la mise en application et du respect de la décision.

En cas d'accord, l'activité ou la situation est inscrite à l'annexe du guide de pilotage citée plus haut, en explicitant le périmètre et les règles d'adaptation autorisées.

L'atteinte des cibles d'usage requiert un DUI qui ne se limite pas au référencement Ségur « vague 1 ». Les porteurs sont invités à s'appuyer sur le cahier des charges national³ pour vérifier que le DUI qu'ils retiennent couvre les besoins attendus.

Le financement ESMS Numérique est **différencié en fonction de l'équipement logiciel** des ESSMS parties au projet :

- les ESSMS parties au projet acquièrent une solution conforme aux exigences nationales : dans ce cas, le financement concerne l'acquisition de la solution et le développement des usages et l'éventuel financement d'équipement matériel (cf. annexe 5 A 3 pour ce dernier cas) ;
les ESSMS parties au projet conservent leur solution et la font évoluer vers une version conforme aux exigences nationales : dans ce cas, le financement concerne uniquement le développement des usages et l'éventuel financement d'équipement matériel.

Lorsque le groupement d'ESSMS est composé d'ESSMS qui sont dans les deux situations, des conditions particulières s'appliquent.

³ Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) : <https://www.cnsa.fr>

3 L'appel à projets « généralisation » ESMS numérique 2025

3.1 ESSMS éligibles au financement ESMS Numérique dans le cadre de la phase de généralisation

Tous les ESSMS mentionnés à l'article L.312-1 du CASF sont éligibles à la phase de généralisation, y compris les ESSMS financés exclusivement par les conseils départementaux.

Concernant les ESSMS proposant à la fois un accompagnement aux activités essentielles à la vie⁴ et des services d'aide à la personne dits de « confort » (services à la famille et de la vie quotidienne), ils sont éligibles mais les financements ne seront alloués que pour la première partie de leur activité.

L'année 2024 fut marquée par la remontée à l'Europe de l'indicateur « DUI actifs » qui a permis le remboursement par l'Europe de l'avance des 600 M€ des fonds du PNR. Ce remboursement était conditionné à l'atteinte de l'objectif de 410 000 DUI actifs en fin d'année.

Par ailleurs, l'année 2025 verra également l'ouverture et le déploiement progressif de l'observatoire MaturiN-SMS (via OSIS V3) pour les secteurs social et médicosocial. A ce titre, les ESSMS auront pour vocation à « pré-alimenter » cet observatoire avec les données d'usage remontées à l'ARS dans le cadre du programme.

3.2 Conditions d'accès au financement

A. Non redondance des financements

Un ESSMS ne peut percevoir un financement ESMS numérique si :

- L'opération objet de la demande bénéficie d'autres aides issues des Fonds européens structurels et d'investissement (notamment, le FEDER et le FSE)⁵.
 - Il a déjà perçu un financement ESMS numérique pour l'installation ou la montée de version du même logiciel.
- Il a déjà perçu un financement ESMS numérique pour un logiciel de DUI, le financement ESMS numérique ne pouvant financer deux logiciels de DUI différents pour un même ESSMS.
- Dans le cas où il passe une commande auprès d'un éditeur pour bénéficier de la « Prestation Ségur », sa demande de financement ESMS numérique concerne l'acquisition d'un autre logiciel de DUI.

B. ESSMS rattachés à une entité nationale

Dans le cas où un ESSMS partie d'un projet ou porteur d'un projet est rattaché à une entité nationale, il devra obtenir un accord écrit de cette entité pour déposer un projet et fournir cet accord dans le projet déposé.

⁴ Tels que définis à l'article L312-1 du I du CASF, 6° et 7°

⁵ Une même opération ne peut pas bénéficier de plusieurs financements européens. Une acquisition suivie d'une montée de version sont considérées comme deux opérations distinctes.

C. Conformité de la solution DUI aux exigences nationales

Les projets éligibles doivent permettre d'équiper les ESSMS d'un DUI conforme aux exigences suivantes :

- Tous les ESSMS partie au projet doivent s'équiper ou être équipés de la même solution logicielle.
- La solution logicielle retenue ou à faire évoluer doit être référencée Ségur « Vague 1 » dans le couloir médico-social, sauf dans le cas des Groupements Hospitaliers de Territoire (GHT).
- Dans le cas où le logiciel serait en cours de référencement au moment du dépôt de la demande de financement, le référencement Ségur doit intervenir avant le démarrage de la phase de paramétrage du logiciel.
- Dans le cas où le porteur de projet est un GHT, celui-ci peut équiper les ESSMS d'une solution référencée Ségur « vague 1 » dans le couloir hôpital, aux conditions cumulatives suivantes :
 1. le porteur dispose d'un marché public lui donnant la faculté de faire bénéficier les ESSMS parties au projet de ce marché ;
 2. le porteur doit être en capacité de vérifier l'adéquation aux besoins des utilisateurs finaux de l'ESSMS en corrélation avec le cahier des charges national. A cet effet, il doit produire un document décrivant précisément la couverture fonctionnelle du dossier patient informatisé (DPI) au regard des exigences du DUI définies dans le cahier des charges national ;
 3. le porteur devra démontrer qu'il n'a perçu, pour les ESSMS concernés, aucune autre aide au titre d'un financement européen ou au titre du programme HOP'EN.

L'exigence de conformité au DSR Ségur s'ajoute à l'exigence de conformité au cadre technique de référence décrit ci-dessus et ne s'y substitue pas.

D. Nombre minimum d'ESSMS pour un projet et regroupements (dits « grappes »)

Dans le cadre de la phase de généralisation du programme ESMS numérique, il est demandé aux gestionnaires de présenter des projets concernant idéalement quinze structures pour la mise en place de leur DUI dans les territoires métropolitains.

L'ARS Bretagne appréciera ce minima en fonction du contexte des porteurs de projets, notamment au regard de leur capacité à mener à bien un projet d'informatisation et de leur maturité en management du système d'information.

Les organismes dont le nombre d'ESSMS n'atteignent pas ce minimum sont invités à constituer des regroupements afin de porter un projet commun. Ces regroupements visent à sécuriser la mise en œuvre des projets. En tant que tels, ils doivent :

- s'inscrire à minima sur la durée du projet ;
- mettre en commun des moyens permettant d'allouer des ressources dédiées au projet.

En outre, ces regroupements devraient préfigurer des coopérations pérennes entre leurs membres pour améliorer le management du système d'information, sans que cela ne soit une stricte condition d'accès à l'aide. Les regroupements peuvent prendre toute forme juridique, de la convention jusqu'à la constitution d'entités de type GCSMS ou équivalent.

Il est important de souligner que les regroupements permettent d'atteindre une taille critique pour mettre en commun les moyens nécessaires pour créer une maîtrise d'ouvrage dédiée au système d'information, condition sine qua non au développement des usages et à leur pérennisation. Le facteur

de multiplication des aides par ESSMS est, de ce fait, un élément qui se veut incitatif à la mise en commun de leurs moyens SI.

L'orientation souhaitée est de doter les territoires de ressources partagées en management des systèmes d'information, ces ressources ayant vocation à terme à couvrir les besoins de tous les ESSMS d'un territoire.

Lors de l'étude des regroupements par l'ARS Bretagne, celle-ci sera vigilante aux cas des ESSMS du territoire concerné qui resteraient isolés en n'étant pas parties au projet présenté.

Les projets d'ESSMS isolés consistant à rejoindre un regroupement déjà financé par le programme ESMS numérique pourront être recevables aux conditions cumulatives suivantes :

- Avoir obtenu l'accord du porteur de la grappe préexistante ;
- La temporalité de cet élargissement doit être cohérente avec le projet porté par le regroupement initial et, en particulier :
 - o être régulière aux vues du contrat ou du marché public mis en œuvre par le groupement initial ;
 - o ne pas faire courir de risque excessif au projet du regroupement initial, en termes notamment de délais ou de capacité à atteindre les cibles d'usage pour chaque ESSMS.

Les ESSMS isolés sont fortement invités à se rapprocher d'autres ESSMS dans la même situation sur leur territoire pour solliciter ensemble la demande de rattachement à une grappe préexistante.

E. Sensibilisation aux mesures de cybersécurité

L'ensemble des établissements de la grappe sont également invités à se positionner quant aux 13 mesures accessibles pour une protection globale d'un ESMS présentées dans le support suivant : [ANS_GUIDECYBER_PHASE_1-EXE_-V2.pdf \(esante.gouv.fr\)](https://esante.gouv.fr/ANS_GUIDECYBER_PHASE_1-EXE_-V2.pdf)

Les organismes gestionnaires membres d'une grappe ESMS Numérique ou bénéficiant de la prestation SEGUR sont invités à insérer des clauses de sécurité des SI dans tous les marchés d'acquisition de DUI passés dans le cadre de cet appel à projet.

Ces mêmes organismes sont encouragés à réaliser un diagnostic de cybersécurité pour déterminer leur niveau de maturité et mettre en œuvre le plan d'actions associé.

Afin de disposer de clauses de sécurité des SI et, pour les structures faiblement dotées en ressources SI, de réaliser un diagnostic cybersécurité, les organismes gestionnaires pourront s'appuyer sur le centre de ressources mutualisées SSI pris en charge par l'ARS mis en œuvre par le GR e-santé Bretagne pour ses adhérents.

3.3 Modalités de financement

3.3.1 Modulation du montant des aides

Le nombre d'ESSMS est calculé par rapport au nombre de **FINESS géographiques uniques** des établissements parties au projet. C'est donc cette clé qui est la base de calcul de l'aide accordée. Cependant, deux cas peuvent amener à moduler le montant des aides :

- Dans le cas des **ESSMS proposant à la fois un accompagnement aux activités essentielles à la vie et des services d'aide à la personne dits de « confort »** (services à la famille et de la vie quotidienne), l'aide est modulée au prorata du nombre d'heures éligibles ;

Ce point est précisé dans l'annexe 1 « modalités de financement des SAAD ».

- **Les financements spécifiques pour acquisition de matériel et infrastructure** sont modulés en fonction des devis fournis par le porteur de projet. Ils ne peuvent jamais excéder la dépense réelle et effective du porteur.

3.3.2 Montant des aides

L'aide est calculée en montant de dépenses Hors Taxe ou Toutes Taxes Comprises en fonction du régime de TVA applicable par le porteur.

1) Financement pour le développement des usages

- ESSMS souhaitant acquérir une nouvelle solution, qu'ils soient déjà équipés et changent de solution ou non
 - 7 k€ par ESSMS jusqu'au 49^{ème} ESSMS ;
 - 2 k€ par ESSMS à partir du 50^{ème} ESSMS pour tenir compte de l'effet volume.
- ESSMS ne changeant pas de solution, mais effectuant une mise à niveau de leur logiciel vers une version référencée Ségur
 - 5 k€ par ESSMS jusqu'au 49^{ème} ESSMS ;
 - 2 k€ par ESSMS à partir du 50^{ème} ESSMS pour tenir compte de l'effet volume.

2) Financement pour l'équipement logiciel

Ce financement ne concerne que les ESSMS souhaitant acquérir une nouvelle solution, qu'ils soient déjà équipés et changent de solution ou qu'ils ne soient pas du tout équipés.

- 14 k€ par ESSMS jusqu'au 49^{ème} ESSMS ;
- 3 k€ par ESSMS à partir du 50^{ème} ESSMS pour tenir compte de l'effet volume.

3) Financements spécifiques pour les petits organismes gestionnaires

Est considéré comme « petit organisme gestionnaire » les organismes regroupant moins de 8 ESSMS pour la Corse et les territoires ultramarins et moins de 15 ESSMS pour les autres territoires.

Pourront être financés :

- **Les équipements matériels et infrastructures nécessaires à l'usage du DUI** par les professionnels. Un financement d'un montant maximum de 10 k€ par ESSMS est ainsi prévu, que ce soit dans le cadre d'un regroupement d'organismes ou dans le cadre d'un projet national. Le financement des équipements et infrastructures doit être concomitant et en rapport direct avec un projet de DUI ;
- Le recours à des **prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage** pour accompagner les porteurs pendant toutes les phases de leur projet : un financement forfaitaire maximum de 100 K€ par projet pour un accompagnement au pilotage du projet de DUI est également possible pour les regroupements composés d'organismes de petite taille ; cette prestation d'AMOA a pour principal objectif d'aider les regroupements à :
 - animer les groupes de travail métier (spécification du besoin, paramétrage de la solution),
 - préparer et suivre la recette utilisateur,
 - piloter et assurer la gestion financière du projet,
 - suivre l'atteinte des cibles d'usage et proposer des actions correctives dans le cadre du déploiement de la solution au sein des ESSMS du regroupement.

Ce financement d'un montant maximum de 100 k€ peut couvrir le recrutement d'un chef de projet interne.

Les financements pour le développement des usages, pour l'équipement logiciels ou les financements spécifiques pour les petits organismes gestionnaires sont regroupés en une **subvention unique et forfaitaire**.

Résumé des montants des financements

Situation	1- Financement pour le développement des usages	2- Financement pour l'équipement
ESSMS changeant de version d'une solution DUI	5 k€ par ESSMS jusqu'au 49 ^{ème} ESSMS	Dispositif SONS
	2 k€ par ESSMS à partir du 50 ^{ème} ESSMS pour tenir compte de l'effet volume	Dispositif SONS
ESSMS faisant l'acquisition d'une solution DUI	7 k€ par ESSMS jusqu'au 49 ^{ème} ESSMS	14 k€ par ESSMS jusqu'au 49 ^{ème} ESSMS
	2 k€ par ESSMS à partir du 50 ^{ème} ESSMS pour tenir compte de l'effet volume	3 k€ par ESSMS à partir du 50 ^{ème} ESSMS pour tenir compte de l'effet volume

3.4 Versement des aides

3.4.1 Rythme de versement des aides

L'aide est délivrée en deux versements :

- 50% sous forme d'avance lors de la signature de la convention entre l'ARS et le porteur de projet,
- 50% à la fin du projet.

3.4.2 Conditions de versement des aides

Le versement des aides est conditionné :

- à l'atteinte des cibles d'usage à la fin du projet ;
- à la fourniture, par le porteur, des éléments de preuve des dépenses, a minima par la fourniture d'un état récapitulatif des dépenses visé par le comptable public ou le commissaire aux comptes.
- à l'atteinte des cibles d'usage dans un délai raisonnable. A titre de repère, sans que cela soit une condition opposable au porteur de projet, on peut estimer :
 - o concernant les projets n'impliquant pas de changement de logiciel, que la durée du projet devrait être comprise dans un délai d'au plus 9 mois entre le début du projet et la fin du déploiement ;
 - o concernant les acquisitions, elle devrait être comprise dans un délai d'au plus 18 mois entre le début du projet et la fin du déploiement.

Ces délais indicatifs ne concernent pas les projets de portée nationale.

4 Cibles d'utilisation

A. Cibles d'usage pour les services socles

Indicateur	Mode de calcul	Valeur cible
Taux d'utilisation de la MS Santé	Une mesure sur les 3 à 6 mois écoulés avant la date de mesure finale	70%
Taux d'utilisation du DMP	Une mesure sur les 3 à 6 mois écoulés avant la date de mesure finale	70%

B. Cibles d'usage pour le DUI

Les porteurs de projets seront particulièrement vigilants à :

- remonter les indicateurs à la demande de l'ARS et à le mettre à jour tant qu'une marge de progrès de sa valeur est identifiée ;
- conserver les preuves d'atteinte des usages.

1) Définitions

Nombre de dossiers actifs :

- Tous les dossiers du DUI existant dans l'application,
- ET se rapportant à une personne en séjour/accompagnée selon la définition de la CNSA (voir définition suivante)
- ET qui a été mis à jour au moins une fois durant la période de recueil

Personnes accompagnées :

« La file active est le nombre de personnes accompagnées par l'ESSMS au moins une fois dans l'année [...]. Le mode de calcul, issu du tableau de bord de la performance est le suivant : nombre de personnes accompagnées dans l'effectif au 31/12/NN + nombre de sorties définitives dans l'année. Une personne n'est comptabilisée qu'une seule fois dans la file. »⁶

2) Mode de calcul

Indicateur	Mode de calcul	Valeur cible
Taux de dossiers actifs	Une mesure sur les 3 mois écoulés avant la date de mesure	90 %
Taux de dossiers actifs avec un projet personnalisé	Une mesure sur les 3 mois écoulés avant la date de mesure	90%
Taux de dossiers actifs ayant au moins un événement dans l'agenda	Une mesure sur les 3 mois écoulés avant la date de mesure	90%

Les éléments détaillés concernant le calcul des cibles d'usage sont disponibles dans le document de l'anap *Indicateurs de suivi de l'utilisation du Dossier Usager Informatisé (DUI)*, téléchargeable à <https://anap.fr/s/article/indicateurs-de-suivi-de-l-utilisation-du-dui>

C. Autres cibles d'usage

Ces cibles d'usage sont **facultatives**.

⁶ https://www.cnsa.fr/documentation/guide_mesure_de_lactivite_vf.pdf

Lorsque les conditions sont réunies (maturité des spécifications nationales, existence de pilotes ou d'usages déjà établis dans la région, etc.), les porteurs de projet sont invités à intégrer dans leurs cibles d'usage **la e-prescription** et l'interopérabilité avec les **plateformes e-parcours**.

A titre indicatif, les indicateurs peuvent être calculés comme suit :

Indicateur	Mode de calcul	Valeur cible
Nombre de données échangées entre le DUI et l'outil e-prescription	Sur le mois écoulé mesuré à chaque fin de mois (avec une période de 3 mois pour la première mesure) : nombre de fois dans le mois ou une prescription électronique est importée dans la solution DUI	Pas de valeur cible imposée
Nombre de données échangées entre une plateforme e-parcours et le dossier usager informatisé	Sur le mois écoulé mesuré à chaque fin de mois (avec une période de 3 mois pour la première mesure) : nombre d'échanges réalisés via le cahier de liaison entre la solution DUI et la plateforme pendant la durée du projet	Pas de valeur cible imposée

5 Stratégie régionale pour les établissements et services médico-sociaux

La stratégie régionale s'inscrit dans le cadre de la feuille de route nationale « ma santé 2022, accélérer le virage numérique ».

Depuis 5 ans, l'ARS Bretagne décline le volet numérique du second projet régional de santé dans le secteur médicosocial (déploiement Via trajectoire, DMP, répertoire opérationnel des ressources...).

Les objectifs généraux de la stratégie régionale pour l'accompagnement à la modernisation numérique des ESMS sont :

- Définir les priorités régionales en matière de développement du numérique dans le secteur médico-social ;
- Répondre aux besoins de partage d'informations et d'échange entre les professionnels des secteurs de la santé et du médico-social, et avec les usagers : le numérique conçu comme un outil au service de la coordination territoriale pour améliorer le parcours de santé ;
- Accompagner le développement du numérique au sein des ESMS quel que soit leur degré de maturité sur le sujet à terme ;
- Mener des actions dans le respect de quatre grands principes : harmonisation des outils et des pratiques, mutualisation et regroupement, en lien avec la stratégie de transformation de l'offre médico-sociale, sécurité des données, efficience.

L'ARS Bretagne est garante de la mise en œuvre en région de la stratégie nationale et à ce titre assure le pilotage de la stratégie régionale ESMS numérique en collaboration avec ses autres partenaires institutionnels, notamment les Conseils départementaux.

Afin de déployer efficacement les projets et services de e-santé, l'ARS Bretagne s'appuie en région sur le GR e-Santé Bretagne en tant que GRADES (Groupement Régional d'Appui au Développement de l'e-Santé).

Pour accompagner les structures sociales et médico-sociales à s'engager dans le virage numérique, un chef de projet ESMS numérique a été recruté au sein du GR e-Santé Bretagne pour être en appui des différents acteurs et de coordonner les actions à mener en conformité avec les axes prioritaires définis par les feuilles de route nationale et régionale. L'ARS incite fortement les structures médico-sociales à adhérer au GR e-Santé Bretagne pour bénéficier de ses services. Dans le cadre de cet appel à projet, le GR e-Santé Bretagne pourra orienter et accompagner les porteurs de projets (coordonnées en fin de dossier, partie « Contacts »). Un chargé de mission ESMS numérique vient également renforcer le Département Innovation en santé (DIS) au sein de l'ARS afin d'être notamment l'interlocuteur privilégié des porteurs dans le cadre de cet AAP et du programme ESMS numérique.

Consciente des fortes attentes et enjeux associés sur le développement des usages numériques en région, l'ARS Bretagne a souhaité mettre en place une nouvelle gouvernance depuis 2021, en mobilisant les fédérations et organisations représentatives du secteur médico-social autour de la question du numérique en créant un « collectif régional ESMS numérique » qui vient en appui de l'ARS et du GR e-Santé Bretagne pour l'accompagnement à la modernisation numérique des ESMS (coordonnées en fin de dossier, partie « Contacts »).

Ce collectif est notamment en charge de :

- Contribuer à une vision et une analyse des besoins, enjeux et proposition de transformation : notamment, en réalisant des diagnostics de terrain et/ou appuyer la diffusion d'autodiagnostic
- Contribuer à l'élaboration de la feuille de route régionale ESMS numérique ainsi qu'à son suivi
- Relayer, au nom du collectif, les informations, et outils d'acculturation relatifs à la e-santé

6 Priorisation régionale des projets

La priorisation des dossiers recevables au titre de l'instruction se fait sur la base d'une recherche d'équilibre des allocations de financement entre les territoires, selon la densité des ESSMS présents dans chacun d'eux. Une attention particulière sera portée au développement des solidarités et à la pérennité des coopérations locales qu'ils induisent, notamment en termes de management des systèmes d'information. Cette année, un intérêt marqué sera également porté aux projets d'acquisition d'un DUI.

Le comité de sélection veillera également à équilibrer les financements entre les différents secteurs d'activité concernés par cet appel à projet, en tenant compte des contextes législatifs et de l'avancement des référencements Ségur des solutions dans chacun des couloirs.

Critères de priorisation	Commentaires
Motivation du porteur	Préciser les objectifs du projet et l'organisation mise en place, notamment dans le cadre de la mutualisation des moyens à tous les établissements et/ou services médico sociaux du projet
Périmètre fonctionnel	Préciser le ou les blocs fonctionnels mis en œuvre et les indicateurs associés (selon la cartographie de l'ANAP)
Solution mutualisée (partagée entre plusieurs OG si possibles de catégories d'esms différentes)	Préciser les structures concernées et nombre de personnes accompagnées, si le déploiement du projet se fait sur des structures non équipées
Interopérabilité de la solution avec son écosystème	Possibilité d'usage de deux services socle minimum (exemple MSSanté, DMP, etc.) ou d'un service socle et d'une plateforme (Exemple e-parcours)
Interconnexion avec une plateforme régionale	Si oui : Décrire les modalités d'échanges avec une plateforme régionale et préciser le nom de cette plateforme (si cette fonctionnalité est prévue)
Maturité du projet	Préciser le calendrier d'opérationnalité

7 Guichet de dépôt des projets

Le guichet de dépôt dépend à la fois :

- Du nombre d'ESSMS concernés par la demande de financement, ceux-ci étant identifiés et localisés par leur numéro FINESS géographique.
- Du nombre de régions dans lesquelles ces établissements sont localisés.

Nombre d'ESSMS	Nombre de régions	Guichet de dépôt
ESSMS < 50	≥ 1 région	Régional
≥ 50	= 1 région	Régional
≥ 50	>1 région	National

Nota : à la demande de l'ARS Bretagne pivot, l'instruction de certains projets multirégionaux complexes (par exemple, impliquant de nombreuses régions) pourra être déportée au niveau national. Le guichet de dépôt ne change pas pour le porteur dans ce cas.

8 Calendrier de l'appel à projets ESMS numérique 2025

Pour les projets régionaux : l'appel à projets ESMS numérique 2025 est ouvert depuis le 15/01/2025 jusqu'au 15/09/2025 à minuit.

Dans cette période d'ouverture, 3 comités de sélection par l'ARS Bretagne seront mis en œuvre par l'ARS Bretagne

- Deuxième quinzaine d'avril, sélectionnant les candidatures déposées jusqu'à fin mars ;
- Première quinzaine de juin, sélectionnant les candidatures déposées jusqu'à fin mai ;
- Deuxième quinzaine de septembre, pour les candidatures déposées à partir de juin dans l'hypothèse où l'enveloppe allouée à la Bretagne en 2025 dans le cadre du Financement ESMS numérique ne serait pas consommée.

Pour les projets multirégionaux : l'appel à projets ESMS numérique 2025 est ouvert du 15/02/2025 au 01/06/2025 à minuit. Dans cette période d'ouverture, les candidatures sur des projets multi régionaux seront sélectionnées courant juin 2025.

Tout dossier déposé après la date de clôture de l'appel à projets ESMS numérique 2025 sera considéré comme non recevable. Toutefois, le porteur et l'ARS Bretagne conservent la faculté de dialoguer après cette date pour ajuster la demande afin de la rendre recevable ou d'en améliorer la qualité.

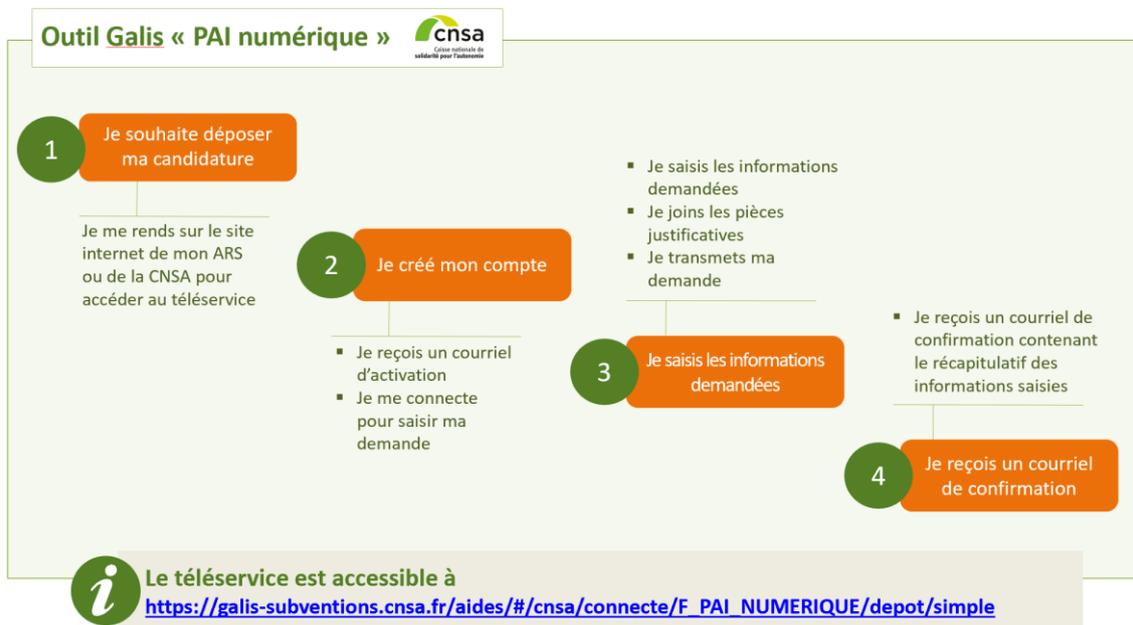
9 Comment poser sa candidature ?

La personne morale gestionnaire qui sollicite une aide à l'investissement numérique doit déposer sa demande directement dans l'outil PAI numérique de la CNSA. Pour ce faire, elle dispose de formulaires dématérialisés.

Le guide d'utilisation de l'outil est téléchargeable à l'adresse :

[Obtenir une aide à l'investissement numérique | \[CNSA\]](#)

Les différentes étapes du dépôt du dossier sont synthétisées ci-dessous et détaillées dans le guide d'utilisation de l'outil.



Le téléservice est accessible à l'adresse :

https://galis-subventions.cnsa.fr/aides/#/cnsa/connecte/F_PAI_NUMERIQUE/depot/simple

Par ailleurs, la liste des pièces à intégrer dans GALIS lors du dépôt de votre dossier est présentée en annexe 2 de l'appel à projets.

10 Contacts

Pour toute information complémentaire, vous pouvez contacter l'ARS Bretagne, le GR e-Santé ou le Collectif SI MS Bretagne aux adresses suivantes en précisant dans l'objet du message « AAP ESMS numérique » :

- L'ARS Bretagne : ars-bretagne-dis@ars.sante.fr
- Le GR e-Santé Bretagne : <https://www.esante-bretagne.fr/contact/>
- Le Collectif régional SI médicosocial : contact@collectif-si-ms.bzh

11 Ressources

Présentation du programme ESMS numérique :

[Virage numérique du médico-social : le programme ESMS numérique | CNSA](#)

Guide pratique SONS :

https://esante.gouv.fr/sites/default/files/media_entity/documents/GUIDE-SONS.pdf

Guide cybersécurité pour le social et le médico-social :

https://esante.gouv.fr/sites/default/files/media_entity/documents/ANS_GUIDECYBER_PHASE%20-EXE%20-V2.pdf

Kit de déploiement du DUI en ESMS réalisé par l'anap : <https://anap.fr/s/article/numerique-publication-2796>

Guide de déploiement d'un DUI interopérable :

https://esante.gouv.fr/sites/default/files/media_entity/documents/guide_dui_interoperable_services_et_referentiels_socles.pdf

12 ANNEXES

Annexe 1 : Modalités de financement des SAAD

Afin de s'assurer que le programme ESMS numérique finance majoritairement l'activité médico-sociale d'un SAAD, les porteurs de projet SAAD, grappe ou OG, doivent joindre à leur candidature un relevé des heures dédiées à une activité médico-sociale, c'est-à-dire financées par les conseils départementaux ou caisses de retraite, ainsi que le nombre d'heures total de leur activité sur l'année N-1 par rapport à l'année de candidature.

Les ARS pourront réaliser des vérifications des informations déclarées auprès des conseils départementaux et autres caisses.

La modulation des enveloppes forfaitaires ESMS numérique sera attribuée au prorata de l'activité médico-sociale du SAAD déclarée et vérifiée par l'ARS.

Modèle déclaration des heures dédiées à l'activité médico-sociale

a	b	c	d	e	f	g	h	i	j
Nom de la structure	FINESS EJ	FINESS ET	Nombres d'heures réalisées par la structure	Heures APA	Heure PCH	Heures dépendance hors APA/PCH	Précisez type de financement col.G	% total activités MS	% total activités de confort

Annexe 2 : Pièces à télécharger dans GALIS lors du dépôt de votre dossier

Les pièces suivantes sont à intégrer dans le portail GALIS lors du dépôt de votre dossier de candidature :

- La note de présentation générale du projet
- La gouvernance du projet
- Attestation de la réalité de la mutualisation
- Stratégie de déploiement
- Stratégie de conduite du changement
- Planning projet
- Planning du déploiement du DUI
- Planning de la conduite du changement
- Plan de financement : coûts projet et RH
- Lettre d'engagement
- Modèle de déclaration des heures dédiées à l'activité médico-sociale
- Autorisation de l'entité nationale (si le porteur est rattaché à une entité nationale)
- Etude de couverture des besoins du DUI par un DPI (si DPI du GHT est choisi comme solution ou du DUI des projets concernant uniquement des ESSMS du champ AHI et PJM)
- Plan d'implantation du matériel si financement spécifique (obligatoire si financement spécifique)